

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 50-657 relatif aux cadres du personnel des musées nationaux et de l'école du Louvre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 juin 1950 : page 6287, 2^e colonne, à partir de la 47^e ligne, au lieu de : « Trois cent soixante-dix emplois de gardien et homme de service, six emplois de chef ouvrier », lire : « Trois cent soixante-six emplois de gardien et homme de service, trois emplois de chef d'atelier, six emplois de chef ouvrier ».

(Le reste sans changement.)

Approbation du budget autonome du Conservatoire national de musique.

Par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale en date du 10 mai 1950, les prévisions de recettes et de dépenses du budget primitif de 1950 du Conservatoire national de musique ont été fixées à 27.390.000 F.

Par arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'éducation nationale, en date des 1^{er} mars, 29 juillet et 28 décembre 1949, le budget des exercices 1947, 1948 et 1949 du Conservatoire national de musique a été ainsi modifié :

- 1^o Exercice 1947 : en plus, 509.509 F.
- 2^o Exercice 1948 : en plus, 4.617.528 F.
- 3^o Exercice 1949 : en plus, 13.629.680 F.

Transfert d'un centre d'apprentissage.

Par arrêté en date du 23 juin 1950, le centre d'apprentissage des jeunes bûcherons F 436, 46, rue Soltérino, à Lille, est transféré rue de la Carnoye, à Lambersart (Nord).

Acceptation d'une donation faite à l'Etat par la ville de Quimper.

Le ministre de l'éducation nationale,

Sur le rapport du directeur général du second degré ;

Vu la délibération du conseil municipal de Quimper (Finistère) en date du 28 mars 1950 ;

Vu l'approbation du préfet du Finistère en date du 5 juin 1950 ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 4 février 1901, modifié par la loi du 25 mars 1913,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est acceptée la donation faite à l'Etat par la ville de Quimper d'un terrain (délimité en rouge sur le plan annexé), en vue de la construction d'un internat pour le lycée Brizeux.

Art. 2. — M. Chilotti, inspecteur d'académie du Finistère, est délégué à l'effet de signer l'acte de donation.

Art. 3. — Le directeur général de l'enseignement du second degré est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juin 1950.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le conseiller technique,

HENRI LEGRAND.

Acquisition d'une propriété en vue de l'agrandissement de l'annexe du lycée Claude-Bernard, à Enghien.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'avis en date du 6 mai 1950 de la commission départementale instituée par le décret du 23 août 1919 relatif au contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public et au regroupement des services administratifs et modifiant l'article 22 du décret du 5 juin 1910 relatif au domaine immobilier de l'Etat,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est décidée l'acquisition d'une propriété, sise à Enghien-les-Bains, 73, avenue de Ceinture, en vue de l'agrandissement de l'annexe du lycée Claude-Bernard.

Une somme de 2.050.000 F sera imputée à cet effet sur le chapitre 9010 de l'exercice 1950.

Art. 2. — M. R. Brugère, inspecteur de l'académie de Paris, est délégué à l'effet de signer l'acte de vente.

Fait à Paris, le 23 juin 1950.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le conseiller technique,

HENRI LEGRAND.

Obligation du diplôme de directeur de colonie de vacances pour les colonies de plus de cent enfants.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés hors du domicile de leurs parents ;

Vu l'arrêté du 5 février 1919 portant création d'un diplôme d'Etat de moniteurs de colonies de vacances et d'un diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1919 relatif à l'organisation et au fonctionnement des colonies et camps de vacances,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Toute personne chargée de la direction d'une colonie ou d'un camp de vacances groupant plus de cent enfants âgés de moins de quatorze ans doit être titulaire du diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances ou être assistée d'un directeur adjoint ou moniteur chef titulaire de ce diplôme.

Art. 2. — Les sessions de formation de directeurs de colonies de vacances préparant au diplôme d'Etat doivent avoir une durée minimum de neuf jours de travail effectif et se dérouler en internat.

Art. 3. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 juin 1950.

ANDRÉ MORICE.

Transformation de chaire.

Par arrêté du 30 juin 1950, la chaire de zoologie appliquée de la faculté des sciences de Toulouse (dernier titulaire : M. Despax, décédé) est transformée en chaire de biologie générale.

Durées et conditions d'éviction pour maladies contagieuses dans les établissements d'enseignement publics et privés.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté organique du 13 février 1887, article 272, modifié par l'arrêté du 22 août 1939 ;

Vu l'arrêté du 18 août 1893 (art. 7, 9, 12) ;

Vu l'arrêté du 3 février 1912 modifié par les arrêtés du 13 juillet 1927 du 19 février 1931 et du 1^{er} août 1933 ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'éducation nationale,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les durées d'éviction des élèves des établissements d'enseignement publics et privés de tous ordres atteints de maladies contagieuses et les conditions s'y rapportant sont fixées comme il suit :

a) Maladies à déclaration obligatoire.

Fèvre typhoïde : vingt-huit jours après guérison clinique.

Variole : quarante jours après le début de la maladie à condition que l'élève n'ait plus de croûtes.

Scarlatine : quarante jours après le début de l'affection si l'élève n'a plus de squames et est complètement rétabli.

Rougeole : dix-huit jours après le début de la maladie.

Diphtérie : trente jours après la guérison clinique ; ce délai peut être abrégé si deux enseimencements pratiqués à huit jours d'intervalle sont négatifs.

Dysentrie bacillaire : vingt et un jours après la guérison clinique.

Dysentrie amibienne : quinze jours après la guérison clinique ; ce délai peut être abrégé si deux prélèvements pratiqués à huit jours d'intervalle montrent l'absence de formes végétatives d'amibe.

Méningite cérébro-spinale : vingt jours après la guérison clinique ou plus tôt si deux enseimencements, pratiqués à huit jours d'intervalle, montrent l'absence de méningocoques.

Poliomyélite : trente jours après le début de la maladie.

Trachome : jusqu'à guérison.

Fièvre ondulante : jusqu'à guérison.

Spirochétose fétero-hémorragique : jusqu'à guérison.

Coqueluche : trente jours après le début des quintes.

b) Maladies à déclaration facultative.

Grippe infectieuse : jusqu'à guérison.

Erysipèle : jusqu'à guérison.

Oreillons : quinze jours après le début de la maladie.

Teigne : jusqu'à guérison.

c) Autres maladies contagieuses.

Varicelle : quinze jours après le début de la maladie.

Rubéole : huit jours après le début de la maladie.

Encéphalite épidémique : jusqu'à guérison.

Vulvovaginite : jusqu'à guérison.

Gale : jusqu'à guérison.